

TEXTE A DISCUTER:

POUR UNE CAMPAGNE NATIONALE

sur les examens au 3^e Trimestre

Ce texte suppose admis les éléments d'analyse de la conjoncture politique et sociale inclus dans *l'Etudiant de France* de février et dans celui de mars (cf. 11 mars, reprise des luttes). A ces éléments devraient s'ajouter la naissance du mouvement des petits commerçants, artisans, P.M.E., dont l'impact est encore difficilement estimable. En tout cas, le Référendum-plébiscite sera un test de la cohésion de la bourgeoisie et les prises de position permettront de mieux analyser l'état de crise politique du régime et les clivages qui se dessinent.

Un principe est à la base de ce texte : la nécessité de constituer le milieu étudiant en mouvement de masse progressiste pour influencer réellement le rapport de forces entre la bourgeoisie et le mouvement ouvrier. En ce sens, bien que ce ne soit pas l'objet de ce texte, nous sommes favorables à une participation des étudiants aux manifestations du 1er mai en cortège « UNEF » organisés comme le 11 mars à Paris.

I. - POLITIQUE D'EDGAR FAURE

a) Il y a nécessité maintenant pour le pouvoir, après la mise en place des Conseils paritaires, d'entrer dans la phase, plus délicate pour lui, d'adaptation proprement dite de l'université aux besoins du Capitalisme. Cette phase qui fait apparaître sous son vrai visage la Loi d'Orientation, accroît nos possibilités de dénonciation de la nature de la dite Loi, à savoir : continuité avec la politique de Fouchet, Peyrefitte, Colloque de Caen, etc.

b) Dans ces conditions, une contradiction se crée entre cette nécessité de reconstruire l'université de classes, et la volonté de maintenir le mythe de la participation. En effet, les Conseils paritaires mis en place, se caractérisent par une hétérogénéité des lignes réformistes en présence ; le plus souvent les

délégués étudiants ne représentent qu'eux-mêmes. Le pouvoir aura donc une politique prudente, mais sera obligé d'utiliser des décrets du type de ceux du 13 décembre et du 14 février, donnant des pouvoirs transitoires aux recteurs et doyens. De plus, l'entrée progressive de personnalités extérieures dans ces Conseils offrira des possibilités multiples de dénonciations de la participation.

c) En cohésion avec cette politique et les difficultés qui lui sont liées, le pouvoir devra utiliser la répression proportionnellement à l'isolement du mouvement étudiant et des actions menées ; à notre avis, il n'hésitera pas à utiliser la répression administrative (non reconnaissance des diplômes ou des examens par exemple) lorsque les mouvements, même de masse, seront isolés. En particulier dans les lycées, une campagne de retour à l'ordre semble avoir été préparée à la fois par un arsenal de mesures disciplinaires, et par une campagne de presse.

d) Dans la conjoncture politique générale, les examens seront pour le pouvoir un test de retour à l'ordre de l'Université et des étudiants.

II. - ETAT DU MOUVEMENT ETUDIANT

a) Il n'est pas inutile de noter en premier lieu que les luttes de masse menées cette année, ont été victorieuses sur plusieurs plans : d'abord sur le plan des libertés politiques, ensuite sur le plan de la lutte contre l'austérité (bourses, pas d'augmentation ni des loyers en cités U., ni des tickets U), contre la répression (réintégration des 34 exclus de la Sorbonne, pas de poursuites sur Vincennes, abandon de la procédure contre 8 camarades à Nice, etc.). Par ailleurs, l'importance de la mobilisation étudiante le 11 mars partout en France, et les

progrès, insuffisants mais notables, dans la lutte contre l'isolement (contre-information) sont des facteurs qui jouent positivement.

b) Ceci étant dit, les carences et les faiblesses du mouvement étudiant doivent être prises en considération. En particulier, la présence du mouvement et de ses structures dans le milieu étudiant a été par trop fluctuante et inégale. Un certain nombre d'actions de caractère pointilliste, ou minoritaire, l'unification faiblement avancée, constituent un passif qui ne nous paraît pas, toutefois, avoir créé un fossé trop grave entre les militants et la masse des étudiants : ce fossé devrait être comblé dès que des luttes seront proposées sur des objectifs concrets ouvrant des perspectives claires.

c) Les Comités pour le RENOUVEAU de l'UNEF se sont renforcés au deuxième trimestre dans les conditions que l'on sait, mais cette jonction avec une masse d'étudiants aux illusions réformistes est une jonction fragile parce qu'électorale. La lutte contre cette tendance relève donc à la fois de la lutte contre le réformisme et pour la cohésion de l'organisation de masse étudiante ; elle devra bien entendu tenir compte des masses provisoirement influencées par ce courant scissionniste.

d) On ne peut se cacher que la reconstruction d'organisations politiques d'extrême-gauche sera la préoccupation de nombreux militants au troisième trimestre, ce qui risque d'affaiblir le militantisme proprement UNEF, et peut-être même, renforcer le sectarisme et les divisions du mouvement.

III. - SIGNIFICATION POLITIQUE GENERALE DE LA LUTTE SUR LES EXAMENS

Elle se résume dans cette constatation : l'examen est la clé de voûte, il résume tous les aspects de l'Université de classe bourgeoise en France.

a) L'examen est un *instrument d'intégration sociale* et de mise en condition ; le bachotage est à la source de cette idée que « le travail » est un moyen privilégié de la promotion dans la société.

De plus, l'examen permet de tester l'absorption des valeurs idéologiques de la bourgeoisie ; il implique l'acceptation du pouvoir de ceux qui détiennent le savoir dans

la société.

b) L'examen est un *instrument de ségrégation sociale*, il suffit de rappeler les études sociologiques de Bourdieu et Passeron à ce sujet.

c) L'examen est un *instrument de hiérarchisation* de la société ; par exemple les concours de recrutement des maîtres du secondaire permettent de créer la caste des agrégés, la sous-caste des capésiens etc. Ainsi est dégagée une prétendue « élite » et ce mythe de l'élite est élaboré.

d) L'examen est un *instrument de sélection malthusienne* en fonction des besoins et des limites définies par le budget de l'Etat.

e) L'examen est un *instrument de répression* : soit direct contre les militants politiques, soit indirect contre le mouvement de masse, en créant un climat d'insécurité à l'approche des examens, dont on sait qu'ils seront sévèrement jugés.

IV. - SIGNIFICATION POLITIQUE CONJONCTURELLE DE LA LUTTE SUR LES EXAMENS

a) A moins d'une extraordinaire intensification des luttes ouvrières, nous pensons qu'il ne peut y avoir de mobilisation en masse des étudiants au troisième trimestre qu'autour des examens ; ceci compte tenu de la polarisation qui se fait déjà sentir même chez les militants.

b) Nous pensons toujours que la dénonciation radicale et définitive de la participation ne se fera que dans des luttes de masse ; or, la lutte contre la participation reste (compte tenu du Référendum, de l'attitude ambiguë des directions syndicales ouvrières sur la question) une contribution politique importante du mouvement étudiant à la lutte du mouvement ouvrier. La lutte contre les examens peut donc servir d'assise à la lutte contre la participation.

c) Dans le même esprit, annoncer une lutte nationale de l'UNEF sur les examens obligerait sans doute le pouvoir à des décisions nationales par décrets contradictoires avec sa politique de participation ; cela semble se dégager de considérants du décret du 14 février : crainte de la diversité et de l'incertitude autour des examens.

d) A moins d'être réformiste, isolée ou

aventuriste et réprimée dans ces cas, la lutte autour des examens doit avoir une ampleur et une coordination nationale : c'est donc l'occasion de faire avancer la restructuration et l'unification du mouvement étudiant dans l'UNEF.

e) La lutte contre les « participationnistes » de l'UNEF-RENOUVEAU et les illusions réformistes fait partie des objectifs politiques qui devront apparaître dans les luttes du troisième trimestre. L'exclusion de ceux qui ne démissionnent pas sera dans les actions de masse, facilement justifiée aux yeux des étudiants progressistes.

f) De plus, les *assistants* n'ont pas voix au chapitre sur le contrôle des connaissances (cf. 14 février) : la lutte sur ce terrain est donc l'occasion d'une jonction avec eux.

g) L'instabilité actuelle de l'Université due au rapport de forces se concrétisera autour des examens qui seront donc le maillon le plus faible du système puisque sa clé de voûte.

V. - QUELS OBJECTIFS TACTIQUES AVANCER ?

a) Sauf modification du rapport de forces entre la bourgeoisie et le mouvement ouvrier, il faut *rejeter sur le plan national le mot d'ordre de boycott ou de « l'examen pour tous »*. Ce mot d'ordre peut toutefois être localement avancé en fonction d'un rapport de force et d'un niveau de conscience politique exceptionnel mais les risques de répression administrative seront à considérer sérieusement.

b) *Quelques propositions de mots d'ordre tactiques : (à discuter point par point).*

Nationalement :

* pas un seul patron dans les jurys d'examens,

* justification publique par les jurys des notes données. Droit d'appel. Observateurs étudiants dans les jurys (ou commission de contrôle),

* reconnaissance des travaux collectifs dans la note finale,

* deuxième session obligatoire,

* généralisation de l'examen avec documents (justifié politiquement car revendication anti-bachotage),

* abolition des concours, remplacés par examens selon modalités avancées,

* mode unique de recrutement des enseignants du secondaire,

* suppression de l'examen de 1^{re} année (signification anti-sélective et anti-secondarisation du premier cycle),

* *possibilité de choix pour l'étudiant entre contrôle continu et examen de fin d'année, plus deuxième session, sans dévalorisation* (important pour les étudiants salariés).

* soutien des lycéens en lutte contre le Bac sélectif.

c) *Localement :*

* examen pour tous,

* limitation du programme d'examen aux parties traitées (si le programme est d'étendue abusive),

* rejet d'examens dont la signification « intégration sociale » est évidente (exemple : le Grand Oral de Sciences-Po),

* droit de correction avant la note définitive,

* diverses modalités de moyennes (TD, partiels, oral, mémoire) peuvent être avancées dans un objectif de diminution des caractères fondamentaux de l'examen (cf. signification politique des examens en paragraphe 3° ci-dessus),

* etc., etc.

VI. - MODALITES :

a) Il est capital de tenir compte :

1 du danger de *déviaton réformiste* (simples aménagements, pas de dynamique de la lutte),

2 du danger *d'isolement* et d'incompréhension de cette lutte par rapport au mouvement ouvrier,

3 des *risques de répression* administrative, si ces luttes sont trop isolées,

4 du fait de la *polarisation* des étudiants et des militants.

b) Ce qui implique : * au niveau national :

— le *caractère suffisamment généralisé* sur le plan national de *la lutte*,

— une *contre-information* à très grande échelle, expliquant la signification politique de la lutte,

— le *caractère relativement unifié* sur le plan national :

* plateforme nationale,

* B.N. coordinateur, proposant des outils communs aux militants :

— projet de tracts à la population,

- *Etudiant de France*,
- dossiers de l'UNEF-INFORM.
- * réunions nationales par discipline (à l'A.G. de mai),
- * décisions d'engager la lutte largement majoritaire à l'A.G. de mai,
- * concertation avec les enseignants progressistes.
- c) * au niveau local :
 - * direction politique des luttes au niveau des facultés (coordination des C.A. s'il y a plusieurs C.A. et Assemblées Générales d'étudiants de la faculté) coordonnées au niveau des villes par l'A.G.E. en particulier pour la contre-information,
 - * décentralisation des Assemblées

Générales *seulement* lorsque la ligne politique générale de la campagne est décidée sur le plan de la faculté,

- * élections par les Assemblées Générales de commissions de contrôle chargées de vérifier l'application des décisions de l'Assemblée Générale et *nullement d'entériner* les décisions des jurys ou de l'administration,
- * concertation avec les enseignants progressistes.

d) Rappelons que la lutte doit déboucher sur la dénonciation de la participation de la Loi Faure et de ses valets réformistes du « Renouveau ». En même temps devra être menée la lutte contre la main mise du patronat sur les structures universitaires.



L'Étudiant de France

Nouvelle série n° 7 . Avril 1969

Pages 2 et 3